

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FLAM'UP

Chemin du Paillard - SAINTINES
CS 70137
60477 Compiègne

Références : IC-R/0313/24-YY/VM
Code AIOT : 0005101534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2024 dans l'établissement FLAM'UP implanté Chemin du Paillard - SAINTINES CS 70137 60477 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLAM'UP
- Chemin du Paillard - SAINTINES CS 70137 60477 Compiègne
- Code AIOT : 0005101534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société FLAM'UP est implanté sur des parcelles situées sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines. Elle stocke sur son site les produits suivants : allumettes palettisées, briquets palettisés, allume-feux liquides et solides palettisés, cartons pour box de présentoir et palettes européennes vides.

L'activité exercée sur le site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Documents administratifs	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande d'action corrective	1 mois
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande d'action corrective	1 mois
10	Conformité au dossier d'enregistrement	AP Complémentaire du 22/04/2016, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks ne comporte pas toutes les informations exigées par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Aussi, l'inspection a proposé à la préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de compléter son état des stocks par les informations manquantes.

Par ailleurs, il a été demandé à l'exploitant :

- d'examiner la situation administrative de son entrepôt ;
- de transmettre des éléments d'appréciation sur la disponibilité de la ressource en eau pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures ;
- de ramener le débit de son poteau d'incendie n°3 à un débit au moins égal 60 m³/h.
- de déposer un dossier de porter en connaissance portant sur le stockage d'aérosol sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas

échéant ;

- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- son dossier de demande d'autorisation du 23 décembre 2010 ;
- sa demande du 12 décembre 2015 portant sur l'enregistrement de l'entrepôt (rubrique 1510-2).

Les flux thermiques de 8 kW/m² sont contenus sur le site de Saintines dans le dossier d'autorisation.

Les flux thermiques de 8 kW/m² ne sont pas atteints dans le dossier d'enregistrement.

Le nouvel assureur de la société FLAM'UP est la société PILLIOT. Le contrat a été signé le 16 juillet 2023.

Dans le cadre de l'établissement du contrat, l'assureur a vérifié les moyens de prévention et de protection incendie. L'assureur n'a pas émis de remarque.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié la nomenclature des installations classées.

<p>L'exploitant n'a pas procédé à l'examen de la situation administrative de l'entrepôt. On note une évolution du stockage au sein de l'entrepôt, notamment la présence des aérosols extrêmement inflammables, répertoriés sous la rubrique 4320, au sein de l'entrepôt (ce point est examiné au point de contrôle n°4).</p> <p>Non-conformité 1(faits modérés) : l'examen de la situation administrative de l'entrepôt n'a pas été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : L'inspection demande à l'exploitant de se référer au guide de l'entrepôt de l'INERIS pour examiner la situation administrative de son entrepôt. L'exploitant transmet sous 1 mois des justificatifs permettant d'attester la mise en œuvre de l'action corrective demandée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>

Constats :

L'outil informatique SAGE est utilisé pour déterminer l'état des stocks des produits stockés sur le site de Saintines.

Suivant cet outil l'état des stocks est déterminé de la façon suivante :

- la quantité globale par produit ;
- la quantité en tonne déterminée de manière mensuelle ;
- le nom de chaque produit
- la rubrique ICPE associée aux produits ;

L'état des stocks est mis à jour de manière mensuelle.

En cas d'incendie, les flux thermiques n'atteignent pas les autres bâtiments. En particulier, le bâtiment administratif W ayant en son sein un local dédié à l'intervention des services de secours (QD des services de secours) n'est pas atteint par aucun flux thermique.

Il en résulte que l'état des stocks est accessible depuis ce local en cas d'incendie dans un des 3 bâtiments (entrepôt).

L'exploitant a présenté un plan sur lequel sont précisées 2 zones (zones 1 et 2). L'exploitant a indiqué que ce plan a été établi en collaboration avec les services d'incendie.

La zone 2 correspond au risque incendie (les différents lieux de stockage).

L'état des stocks n'est pas mis à jour de manière quotidienne pour les matières dangereuses.

Un inventaire est effectué une fois par an en interne en présence d'un commissaire au compte (obligation réglementaire de la présence du commissaire au compte).

Le dernier inventaire a été réalisé entre le 28 décembre et 31 décembre 2023.

Le plan des stocks est mentionné dans le plan d'opération interne (POI).

L'exploitant dispose des FDS des produits 4000 et 1450.

Non-conformité 2 (faits significatifs) : l'état des stocks reste insuffisant, il ne comporte pas toutes les informations requises.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de compléter son état des stocks par les informations manquantes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks existe, mais il reste insuffisant. En particulier, la quantité de matières stockées dans les cellules ne sont pas indiquées.</p> <p>L'état des stocks fait état de 18,33 tonnes d'aérosol au 1er juillet 2024 sur le site, cette quantité est classée sous le régime de la déclaration. Ce produit n'est pas autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire</p> <p>Toutefois, suivant le courriel transmis le 5 août 2024, la quantité de ce produit présente au 5 août 2023 est 14,47 tonnes (en deçà du seuil de la déclaration).</p> <p>Les aérosols sont stockés dans la cellule 3 du bâtiment z, cette cellule est séparée de la cellule 1 du même bâtiment par une porte coupe-feu 2 heures et un mur coupe-feu 2 heures. 2 façades de la cellule 3 sont coupe-feu 2 heures.</p> <p>La 4^e façade comporte des vitres. De ce fait, la 4^e façade n'est pas coupe-feu 2 heures dans son intégralité. Cette façade fait face a un bâtiment désaffecté.</p> <p>Par ailleurs, la cellule 3 comportant les aérosols est éloignée des limites du site.</p>

Non-conformité 3 (faits significatifs) : l'état des stocks reste insuffisant, il ne comporte pas toutes les informations requises.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposition : L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de compléter son état des stocks par les informations manquantes. Commentaire : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un dossier de potter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation de son installation, notamment sur le stockage des aérosols (qu'il soit soumis ou non au régime de la déclaration).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Il existe un état de stock synthétique, mais il manque les informations concernant les lieux de stockage. Non-conformité 4 (faits significatifs) : l'état des stocks simplifié reste insuffisant, il ne comporte pas toutes les informations requises.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposition : L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de compléter son état des stocks par les informations manquantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

L'exploitant précise qu'il n'y a pas de matières incompatibles présentes au sein de son entrepôt.

Un contrôle effectué au sein des 3 bâtiments de stockage n'a pas permis d'observer la présence d'allume-feux en contenant liquide, ni de matières incompatibles.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une

détection de fuite.
<p>Constats :</p> <p>Suivant l'exploitant, les produits liquides inflammables sont des allume-feux destinés à la consommation domestique. Le volume de leurs contenants est au maximum 1 litre.</p> <p>Durant la visite d'inspection, il n'a pas été observé la présence d'allume-feux en contenant liquide dans le bâtiment R ni dans les battements AJ et Z.</p> <p>L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Les moyens de lutte contre l'incendie sont constitués de :

- 5 poteaux incendie ;
- RIA ;
- extincteurs.

L'exploitant a indiqué que son site est utilisé par les services d'incendie et secours pour effectuer des exercices de lutte de contre l'incendie.

Dans le cadre de l'exercice, les services d'incendie et de secours utilisent la rivière Automne à partir de 2 plates-forme d'aspiration, ils aspirent directement l'eau dans la rivière Automne.

L'exploitant a réalisé un exercice d'évacuation le 11 juin 2024, il a précisé que cet exercice fait office d'exercice de défense incendie.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9

(guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 5 poteaux incendie sur le site de Saintines.
Ces poteaux sont alimentés par la rivière Automne.

Suivant la demande portant sur l'enregistrement de l'entrepôt couvert déposée le 12 août 2015 et complétée les 19 et 25 novembre 2015, le débit d'eau nécessaire pour lutter contre un incendie est de 270 m³/h (Document technique D9).

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 02 août 2024, le procès verbal de vérification des 5 poteaux incendie présents sur le site de Saintines établi par la société ISOGARD le 13 décembre 2023.

Suivant ce procès-verbal, les débits mesurés sous une pression de 1 bar sont :

- poteau n°1 : 117 m³/h ;
- poteau n°2 : 60 m³/h ;
- poteau n°3 : 58 m³/h ;
- poteau n°4 : 128 m³/h ;

- poteau n°5 : 114 m³/h.

Le procès-verbal de vérification n'indique pas si les mesures de débit ont été réalisées en simultanée.

Le point 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 stipule : « *En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.* ».

Les poteaux étant alimentés par la rivière Automne, la conformité de la disponibilité de la ressource en eau nécessaire pour lutter contre un incendie sur une durée de 2 heures ne peut être examinée au regard des dispositions citées précédemment.

Aussi, la conformité de la disponibilité en eau pour lutter contre l'incendie est appréciée par rapport aux 1.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 (point de contrôle n°10).

Cependant, le point 13 de l'arrêté ministériel indique par ailleurs que : « *Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.* ».

On constate que le débit du poteau incendie n°3 est de 58 m³/h. Ce débit est inférieur au débit minimum de 60 m³/h requis.

Non-conformité 5 (faits modérés) : Le débit du Poteau incendie n°3 est en deçà de 2 m³/h du débit minimum de 60 m³/h requis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : il est demandé à l'exploitant d'engager des actions correctives en vue de ramener le débit du poteau n°3 à un débit minimum de 60 m³/h sous 1 délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Conformité au dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2016, article 1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Débit des poteaux incendie

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande transmise le 12 août 2015 et complétée les 19 et 25 novembre 2015.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et aménagées en tant que de besoin.

Constats :

Suivant la demande portant sur l'enregistrement de l'entrepôt couvert déposée le 12 août 2015 et

complétée les 19 et 25 novembre 2015, le débit d'eau nécessaire pour lutter contre un incendie est de 270 m³/h (Document technique D9).

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 02 août 2024, le procès verbal de vérification des 5 poteaux incendie présents sur le site de Saintines établi par la société ISOGARD le 13 décembre 2023.

Suivant ce procès-verbal, les débits mesurés sous une pression de 1 bar sont :

- poteau n°1 : 117 m³/h ;
- poteau n°2 : 60 m³/h ;
- poteau n°3 : 58 m³/h ;
- poteau n°4 : 128 m³/h ;
- poteau n°5 : 114 m³/h.

Le procès-verbal de vérification n'indique pas si les mesures de débit ont été réalisées en simultanée.

Aussi, l'inspection ne peut pas conclure à ce stade sur la conformité ou non de la disponibilité en eau requise pour lutter contre un incendie sur 2 heures.

Conformité aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables et aménagées en tant que de besoin :

L'arrêté ministériel applicable est l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

La conformité des installations à certaines de dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 a été examinée aux points de contrôle 1 à 9.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : L'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de la société ISOGARD afin que celle-ci précise que le procès-verbal du 13 décembre 2023 concerne des mesures réalisées en simultanée. À défaut, l'exploitant réalise des mesures de débits en s'assurant soit :

- qu'un poteau pris individuellement est capable de fournir au moins 270 m³/h ;
- qu'en cas de mesure simultanée, le débit global mesuré est au moins égal 270 m³/h.

L'exploitant transmet au plus tard sous 1 mois des éléments d'informations permettant d'apprécier la mise en œuvre des actions mentionnées ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois